



Le village palestinien de Ras Ain al-Auja, en Cisjordanie, est le dernier en date à avoir été rayé de la carte par Israël

## Description

*Ras Ain al-Auja était l'un des plus grands villages bédouins palestiniens de Cisjordanie. Aujourd'hui, la plupart de ses 120 familles ont été déplacées de force par des colons israéliens soutenus par Israël après des attaques incessantes. Les habitants parlent d'une « nouvelle Nakba ».*

Par Zena al-Tahhan, le 14 janvier 2026



Les Bédouins palestiniens résidant à Ras Ain al-Auja démantèrent leurs maisons alors que les colons israéliens les expulsent de force de leurs terres, janvier 2026. (Photo : Wahaj Bani Moufleh)

Avant même que les habitants aient fini de démanteler leurs maisons et de charger leurs affaires dans des camions, des bergers israéliens, armés pour la plupart, ont fait irruption entre les maisons avec des centaines de moutons, s'emparant de la vallée fleurie de Ras Ain al-Auja.

Depuis samedi, des dizaines de familles palestiniennes du village, situé au nord de la ville de Jéricho en Cisjordanie occupée, ont été déplacées de force des terres où elles vivaient depuis des générations, dans un contexte de violence record de la part des colons soutenus par

lâ??t et de vol de terres.

Ras Ain al-Auja Ã©tait autrefois lâ??un des plus grands villages bÃ©douins palestiniens de toute la Cisjordanie, avec 1 200 habitants. Jusqu'Ã© rÃ©cemment, câ??Ã©tait le dernier village bÃ©douin restant entre les gouvernorats de Ramallah et de JÃ©richo, les autres communautÃ©s de ce type ayant [dÃ©jÃ© Ã©tÃ© dÃ©placÃ©es de force](#) et rayÃ©es de la carte au cours des derniÃ©res annÃ©es.

Aujourd'hui, la plupart des 120 familles de Ras Ain al-Auja ont Ã©galement Ã©tÃ© chassÃ©es.

Ã©« Nous souffrons depuis plus de deux ans. Nous en avons assez Ã©», dÃ©clare Salameh Mahmoud Salameh, le porte-parole du village, Ã© *Mondoweiss* depuis le village. Ã©« Nous vivons sous le siÃ©ge des colons. Nous sommes Ã© un point oÃ¹, si votre fils est malade, vous ne pouvez pas lâ??emmener chez le mÃ©decin. Ã©»

Tout en emballant ses affaires, Salameh dÃ©crit comment lui et sa famille ont Ã©tÃ© isolÃ©s du reste du village et privÃ©s d'Ã©lectricitÃ©, d'Ã©eau et Ã© la plupart des autres ressources de base. Ã©« Nous ne pouvons plus rester ici. Nous avons peur pour nos enfants et nos familles. Nous avons peur qu'ils brÃ©lent notre village Ã©», dit-il.

Ã©« Nous avons lâ??impression que 1948 et 1967 se rÃ©pÃ©tent et que nous nous dirigeons vers un destin inconnu Ã©», ajoute Salameh, faisant rÃ©fÃ©rence aux expulsions massives de Palestiniens au cours de ces annÃ©es.

La scÃ©ne Ã© Ras Ain al-Auja est dominÃ©e par le dÃ©sespoir et lâ??indignation brute. Jeunes et vieux travaillent cÃ©te Ã© cÃ©te, dÃ©mantelant leur propre vie, sauvant tout ce qu'ils peuvent transporter alors que leur existence est effacÃ©e en temps rÃ©el.

Ras Ain al-Auja a connu une augmentation marquÃ©e de lâ??empiÃ©tement des colons sur la vie de ses habitants au cours des deux derniÃ©res annÃ©es, [qui s'Ã©est transformÃ©e en une rÃ©alitÃ© quotidienne](#), des colons armÃ©s et masquÃ©s descendant sur le village nuit aprÃ©s nuit, pillant les maisons, battant les habitants, volant des moutons et terrorisant les familles. Entre aoÃ»t 2024 et mai 2025, plus de 2 200 moutons ont Ã©tÃ© volÃ©s lors d'au moins cinq attaques. Environ 1 500 ont Ã©tÃ© volÃ©s en une seule nuit.

Ã©« Nos maisons, nos terres, nos moutons ont disparu. Nos enfants sont terrorisÃ©s Ã© vie Ã©», a dÃ©clarÃ© Muhammad Hreizat, un habitant menacÃ© d'expulsion, Ã© *Mondoweiss*. Ã©« Depuis plus d'une semaine, nous dÃ©molissons nos maisons de nos propres mains. Ce n'est pas volontaire. Les colons nous y ont contraints. Le gouvernement de Netanyahu nous y a contraints. Ã©»

Il marque une pause, puis pose la question qui pÃ©se sur le village. Ã©« Nous sommes dans une situation horrible. OÃ¹ sommes-nous censÃ©s aller ? Ã©»

Ã©« C'est une nouvelle Nakba Ã©», ajoute-t-il. Ã©« Nous n'avons pas besoin d'aide humanitaire. Nous avons besoin que les gens se tiennent Ã© nos cÃ©tÃ©s, qu'ils nous aident Ã© nous dÃ©fendre, nous et nos terres. Ã©»

**Ã©« Personne ne nous soutient Ã©»**

Depuis l'élection du gouvernement israélien actuel en 2022, des colons israéliens armés et illégaux, directement [financés par](#) l'État, ont [expulsés de force](#) des villages palestiniens, construit des « [avant-postes pastoraux](#) » illégaux et pris le contrôle de vastes étendues de terres à un rythme sans précédent. Tout récemment, le hameau palestinien de Yannoun, dans le nord de la Cisjordanie, a été complètement [vidé de ses habitants](#) après des mois d'attaques menées par les colons israéliens.

Les villages et les communautés bédouines palestiniens [ont été les plus durement touchés](#), avec plus de 60 communautés complètement expulsées et rayées de la carte, la plupart après le début du génocide de Gaza.

Pendant ce temps, de hauts responsables israéliens ont ouvertement [poussé à l'annexion unilatérale](#) de la Cisjordanie occupée, en violation du droit international, déclarant explicitement une politique d'apartheid visant à obtenir « un maximum de terres et un minimum de population [palestinienne] ».

Rasmiyeh Ali, une femme âgée menacée d'expulsion de Ras Ain al-Auja, a déclaré à *Mondoweiss* que les colons avaient tenté de brûler les maisons de sa communauté il y a environ un mois.

« L'autre jour, ils ont poursuivi nos enfants avec un tracteur pour tenter de les écraser », raconte Ali, le visage marqué par des décennies de souffrance. « Sans intervention des militants étrangers qui les protégeaient, il les aurait percutés. »

Jamal Jumaa, coordinateur de la campagne populaire Anti-Apartheid Wall, estime qu'il est important de ne pas considérer le transfert forcé des Palestiniens comme l'œuvre des seuls colons.

« Il s'agit de terrorisme d'État », a déclaré Jumaa à *Mondoweiss*. « Ces efforts sont officiellement soutenus par l'État occupant, qui utilise les colons pour mettre en œuvre ses plans. »

Au moins [90 %](#) de la vallée du Jourdain est déjà sous le contrôle direct de l'État israélien et des colons. En juin 2024, l'armée israélienne a déclaré 12 000 dunams de terres palestiniennes dans la vallée du Jourdain (où se trouve Ras Ain al-Auja) comme « terres d'État ». Il s'agissait de la [plus grande confiscation de terres](#) en Cisjordanie occupée depuis les accords d'Oslo au début des années 1990.

Parallèlement, au cours des dernières années, le gouvernement israélien et d'autres organisations quasi gouvernementales telles que l'Organisation sioniste mondiale (WZO) et le Fonds national juif (JNF) ont financé la construction d'avant-postes illégaux et leur ont fourni des services de base pour un montant total de plus de 26 millions de dollars.

Mais l'impact de la destruction de Ras Ain al-Auja et de sa confiscation par les colons va bien au-delà du village lui-même. La région était autrefois très populaire parmi les Palestiniens pour la belle source qui se trouve à proximité, dont le village tire son nom. Elle jaillit des pentes orientales des hauts plateaux de Ramallah et d'al-Bireh, et ses canaux s'étendent sur plus de 27 kilomètres, alimentant de nombreuses oasis et ruisseaux dans la vallée du Jourdain.

« L'occupant veut cette région parce que c'est un site touristique local », explique Zayed.  
« Au printemps, les gens viennent ici par bus entiers. »

Aujourd'hui, toute la région est peuplée de colons et la source est interdite d'accès aux Palestiniens.

Si Israël est le principal responsable de la disparition progressive de Ras Ain al-Auja, de nombreux habitants du village affirment que les autorités palestiniennes n'ont pas non plus pris de mesures.

« Le gouvernement et le gouvernorat de Jéricho ne sont pas intervenus », a déclaré Zayed. « Ces gens n'ont pas d'alternative. Nous sommes en plein hiver. Si je pars, comment vais-je pouvoir garantir que mes enfants terminent leur scolarité ? Nous avons des membres de notre famille handicapés, où vais-je les emmener ? Personne n'est là pour nous soutenir. Nos régions sont complètement marginalisées. »

Jumaa est d'accord.

« Ces personnes avaient besoin de protection. Il incombe à l'Autorité palestinienne de remplir ce rôle », a-t-il déclaré. « Mais elle se dérobe à toutes ses responsabilités. »

« Ceux qui se considèrent comme les représentants du peuple palestinien ont une grande responsabilité », poursuit Jumaa. « Pourtant, ils abandonnent simplement les gens à leur sort. »

*Zena al-Tahhan est une journaliste et écrivaine indépendante basée à Jérusalem occupée.*

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine

Source : [Mondoweiss](#)

**date créée**

2026/01/16